

50 000 signatures pour l'arrêt définitif de **SUPERPHÉNIX**

**Enquête d'utilité publique
du 30 mars au 30 avril 1993
Renvoyez d'urgence la lettre d'opposition
(voir p. 4)**

Malgré le fiasco
technologique et économique,
malgré les risques considérables,
malgré la condamnation par
l'opinion, par le Parlement
européen, par de nombreux
Etats qui redoutent le risque de
prolifération du plutonium
(qui sert à faire la bombe),
le gouvernement et le lobby
pro-nucléaire s'acharnent
à vouloir redémarrer Malville.
C'est le règne du non-sens, de la
manipulation et du diktat.

**L'enquête publique
sur le redémarrage de
Superphénix n'est qu'une
parodie de démocratie**

En juillet 1992 le gouvernement
avait décidé de ne pas autoriser
le redémarrage du surgénérateur

Superphénix au vu du rapport très négatif de
la Direction de la Sûreté des Installations
Nucléaires (DSIN) sur la sûreté du réacteur. La
centrale étant maintenant arrêtée depuis plus
deux ans la loi fait obligation à l'exploitant de solli-
citer une nouvelle autorisation de fonctionnement
comme lors de la première mise en service, néces-
sitant également une autre enquête publique.
C'est la première fois que cette procédure excep-
tionnelle doit être adoptée.

Le gouvernement vient de demander aux pré-
fets de l'Isère et de l'Ain d'organiser cette enquê-
te publique du 30 mars au 30 avril. La NERSA, la
société propriétaire de Superphénix (51 % EDF) a
adressé au ministère de l'Industrie un rapport de
900 pages mais a refusé de le communiquer aux
élus locaux ou nationaux pas plus qu'à la
Commission locale d'information ou aux associa-
tions écologistes. Ainsi, seuls quelques milliers de
citoyens vivant dans les communes voisines de la
centrale auront un mois pour faire connaître au
commissaire enquêteur leur opinion sur un rap-
port technique très complexe, au vu des seuls
arguments de l'exploitant du réacteur nucléaire.
Les parlementaires n'ont jamais eu le privilège de
discuter de ce dossier, pas plus que de l'ensemble
de la programmation nucléaire. Quant aux asso-
ciations écologistes, malgré les discours d'inten-
tion des ministères, elles sont tout bonnement
ignorées. Il faut réagir immédiatement contre
cette parodie de démocratie.

**Comité Malville, 4 rue Bodin - 69001 Lyon - Tél. 78 28 29 22
Greenpeace, 28 rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris
Les Européens contre Superphénix,
c/o Contratom, case postale 65, 1211 Genève 8 - Suisse**

L'utilisation de Superphénix comme sous-générateur de plutonium est un leurre

Voulant défendre malgré tout le bilan catastrophique de la centrale, le lobby nucléaire effectue maintenant un tour de passe-passe et propose de "brûler" du plutonium dans un réacteur prévu pour en produire ! Le très officiel rapport Curien (du nom du ministre de la Recherche), se prononce en faveur d'une telle utilisation mais, étrangement, semble très incertain sur les chances de succès réelles d'une telle entreprise et n'apporte aucune référence technique ou économique.

Même si aucun problème technique n'intervenait dans les années suivant le démarrage — ce qui semble très hypothétique au vu du fonctionnement ces dernières années — Superphénix ne pourrait arriver à sous-générer du plutonium qu'après l'an 2000. D'ici là le stock de plutonium de la France aura augmenté de plusieurs dizaines de tonnes alors que la capacité annuelle de sous-génération du réacteur ne sera au mieux que de 200 kg de plutonium.

L'utilisation de Superphénix pour la transmutation des actinides est une supercherie dangereuse

Outre du plutonium et des produits de fission, les réacteurs nucléaires produisent des éléments lourds dont la radioactivité dure parfois des millions d'années : les actinides mineurs. On peut imaginer de fissionner à nouveau ces éléments dans l'espoir d'avoir un bilan radioactif moins grave. Un tel processus, possible sur le papier ou à l'échelle de quelques grammes dans un laboratoire, pose des problèmes colossaux à l'échelle

de Superphénix. Le retraitement poussé permettant d'isoler ces produits ou la fabrication des assemblages combustibles particulier demanderont des années pour leur mise au point. Toutes ces opérations entraîneront des pollutions supplémentaires, la création de nouveaux déchets radioactifs, de nouveaux dangers dans toutes les étapes du cycle du combustible, et bien sûr des coûts nouveaux.

Faire de Superphénix une "poubelle" à plutonium n'en diminue pas du tout les risques mais en ajoute de nouveaux

Utiliser Superphénix en sous-générateur n'enlève absolument rien aux risques structurels du surgénérateur que nous avons soulevés depuis 1974 puis après les avaries graves de 1987, 1989 et 1990. Ils ont d'ailleurs été rappelés dans le dernier rapport de la DSIN en juin 1992. Ainsi, les dangers liés aux feux de sodium restent les mêmes. Certains autres, comme les scénarios d'accident majeur lié à un coefficient de vide positif, pourraient même être aggravés.

Le réacteur d'une puissance de 1 300 MW, qui est en lui-même une expérience unique, n'a absolument pas été prévu pour être utilisé comme un laboratoire. Sa lourdeur de fonctionnement empêche des contrôles précis et ne permettrait aucun retour d'expérience pour une génération ultérieure de réacteur. Les nombreuses manipulations liées à la recherche d'une autre neutronique du cœur du réacteur multiplieraient certainement les risques. Là encore la DSIN soulignait que toutes les difficultés techniques survenues dans Superphénix avaient été diagnostiquées très tardivement, en raison, semble-t-il, de l'extrême complexité de l'installation.

ARRETER SUPERPHENIX C'EST ENCORE POSSIBLE MAINTENANT...

Si vous voulez aider, bulletin à retourner au **Comité Malville, 4 rue Bodin - 69001 Lyon**

Nom, prénom

Adresse

Profession

Téléphone

désire être tenu régulièrement au courant des activités du Comité Malville

apporte ma contribution financière à l'action contre Superphénix

Chèque à l'ordre du Comité Malville, CCP Lyon, 548 64 H (mention "enquête")

Derrière les 50 milliards de francs déjà consacrés au surgénérateur se profilent d'autres gouffres financiers

La construction de Superphénix et les recherches qui lui sont directement liées ont certainement déjà coûté plus de 50 milliards de francs*. Son utilisation pour d'autres fins que la surgénération amènerait à aggraver l'ardoise de manière considérable. Il est maintenant clairement établi à la suite du fonctionnement des réacteurs à neutrons rapides en France et à l'étranger que cette filière resterait beaucoup plus coûteuse que les filières à eau pressurisée. Si la France se lance dans un programme pour réduire le plutonium et les actinides produits par l'ensemble du parc nucléaire du pays, il faudra construire une vingtaine de tels réacteurs ! Une telle perspective, qui amènerait progressivement au doublement du prix du kilowatt-heure nucléaire est totalement irréaliste. Le coût des opérations de retraitement poussé nécessaires à la séparation des actinides sont tout bonnement inconnus. Et il n'existe aucune usine pour retraiter les assemblages usés de Superphénix.

Les Etats-Unis ont abandonné la filière au plutonium et le retraitement depuis le début des années 80. L'Allemagne n'a jamais mis en route le surgénérateur de Kalkar, bien que construit, et vient de se retirer du programme européen. Le gouvernement anglais a également décidé de se retirer de ce programme et d'arrêter son réacteur expérimental de Dounreay. Le Japon qui n'a toujours pas démarré son surgénérateur Monju (250 MW, le cinquième de Superphénix mais qui a déjà coûté à peu près autant) ne sait plus très bien quelle stratégie adopter et le voyage très controversé de l'Akatsuki Maru a suscité des déclarations très contradictoires au plus haut niveau de l'industrie nucléaire nipponne. Il ne reste que le ministère russe des affaires atomiques qui ne désespère pas de faire aussi bien (!) que les Français... Belle perspective !

Alors pourquoi tant d'acharnement à poursuivre un programme d'ores et déjà en pleine faillite ?

Pourquoi persévérer dans ce qui apparaît à presque tous comme une voie sans issue ? La réponse est à la fois simple et cynique.

***Nous ne pouvons pas laisser faire cela :
Superphénix doit fermer définitivement !***

Photocopiez, signez et faites signer la lettre qui sera remise par le Comité Malville, au commissaire-enquêteur de manière groupée durant le mois d'avril

Personne ne croit vraiment que Superphénix sera un jour utilisé pour incinérer du plutonium et des actinides. La NERSA cherche à gagner du temps pour récupérer une partie de sa mise.

EdF et le CEA cherchent à sauver la face et à défendre un programme d'utilisation du plutonium unique au monde et dont la faillite anticipée amènerait à des règlements de compte douloureux. L'Etat, confronté au refus massif des populations des sites d'enfouissement de déchets radioactifs aimerait bien trouver un subterfuge laissant croire que l'on peut résoudre autrement ce problème.

Et bien sûr, peu de syndicalistes ou d'hommes politiques ont le courage de s'opposer à une installation qui procure des emplois et surtout une rente de voisinage.



Il faut arrêter Superphénix avant de repartir dans une autre spirale dangereuse

En proposant d'utiliser Superphénix — une centrale qui a connu depuis 7 ans une longue suite d'incidents — comme un laboratoire d'essais pour une hypothétique nouvelle filière, le gouvernement et le lobby nucléaire nous considèrent plus que jamais comme des cobayes. Il est temps d'arrêter les frais. Au-delà d'arguments myopes sur la sauvegarde du savoir-faire nucléaire ou de son prestige il est urgent de travailler à un avenir énergétique différent pour notre pays.

Nom :

Adresse :

Profession :

Le,

A Monsieur le Président de la Commission d'Enquête
pour la centrale de Creys-Malville

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative au renouvellement de l'autorisation de la centrale de Creys-Malville, j'ai l'honneur de vous faire part des remarques suivantes, que je vous demande de bien vouloir annexer aux registres d'enquêtes.

Je veux vous dire mon indignation à la connaissance de l'ouverture de l'enquête sur un périmètre de quelques 5 km alors qu'aucun débat démocratique sur les choix énergétiques français n'a eu lieu, pas même au parlement, et que l'exploitation d'une installation de ce type concerne directement des millions de personnes en Europe. Quel mépris pour la démocratie !

Je veux également vous exprimer le sentiment de manipulation que j'éprouve à l'égard de la proposition de faire fonctionner le surgénérateur Superphénix en sous-générateur. La sous-génération n'est qu'une vue de l'esprit : son application dans le réacteur de Creys-Malville n'aurait lieu au plus tôt qu'avec le troisième chargement de combustible de Superphénix (au-delà de l'an 2000) et sa faisabilité financière est incertaine aux dires mêmes du ministre de la Recherche. Il est tout à fait impossible que la gestion de la fin du cycle du combustible nucléaire (les déchets radioactifs), dans l'impasse actuellement, puisse être résolue dans la fuite en avant de la sous-génération et de la transmutation.

Ce qui est sûr par contre, c'est que l'expérimentation de ces nouvelles techniques dans Superphénix, aggravera les risques inacceptables de ce réacteur unique au monde. La Direction de la Sécurité des Installations Nucléaires n'hésitait pas à déclarer il y a quelques mois : « Il faut considérer que la probabilité d'apparition de nouvelles défaillances est significative. »

Je pense que l'exploitant de la centrale et les industriels associés à ce projet (essentiellement le CEA) ne visent qu'à sauver la face et atténuer l'effet d'une faillite déjà financée par les contribuables dont je fais partie.

En conclusion, je vous demande instamment, Monsieur le Commissaire Enquêteur de donner un avis très défavorable pour le renouvellement de l'autorisation de la centrale nucléaire de Creys-Malville.

(signature)

Une fois complétée et signée, cette lettre est à retourner le plus rapidement possible
au Comité Malville, 4 rue Bodin, 69001 Lyon
qui la remettra au commissaire-enquêteur de manière groupée